

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-11-05-00001

Arrêté préfectoral de prescriptions
complémentaires modifiant les arrêtés
préfectoraux n°2013329-0009 du 25 novembre
2013 d'autorisation d'exploiter une carrière de
sables et graviers sises au lieu-dit « Le Bois de la
Plaine » sur une superficie de 70 ha 18 a 16 ca
du territoire de la commune de
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE accordée à la
société LAFARGE GRANULATS SEINE NORD et
n°SE-2013-000195 du 24 octobre 2013 portant
autorisation de défrichement d'un bois sur le
territoire communal de Saint-Martin-la-Garenne,
dans le cadre du renouvellement de
l'autorisation d'exploitation d'une carrière sur la
commune de Saint-Martin-la-Garenne -
SOCIÉTÉ « LAFARGE GRANULATS » (SIREN :
562 110 882) dont le siège social est situé à
CLAMART - Carrière « Le Bois de la Plaine »

ARRÊTÉ

**préfectoral de prescriptions complémentaires
modifiant les arrêtés préfectoraux**

**n°2013329-0009 du 25 novembre 2013 d'autorisation d'exploiter une carrière de
sables et graviers sises au lieu-dit « Le Bois de la Plaine » sur une superficie de
70 ha 18 a 16 ca du territoire de la commune de SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
accordée à la société LAFARGE GRANULATS SEINE NORD et
n°SE-2013-000195 du 24 octobre 2013 portant autorisation de défrichement d'un
bois sur le territoire communal de Saint-Martin-la-Garenne, dans le cadre du
renouvellement de l'autorisation d'exploitation d'une carrière sur la commune de
Saint-Martin-la-Garenne**

**SOCIÉTÉ « LAFARGE GRANULATS » (SIREN : 562 110 882) dont le siège social est
situé à CLAMART**

**Carrière « Le Bois de la Plaine »
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE (78 520)**

LE PRÉFET DES YVELINES

**Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, L. 541-2,
R. 181-45, et R. 541-43-1-I ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à
l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en
qualité de préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013329-0009 du 25 novembre 2013 d'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers sises au lieu-dit « Le Bois de la Plaine » sur une superficie de 70 ha 18 a 16 ca du territoire de la commune de SAINT-MARTIN-LA-GARENNE accordée à la société LAFARGE GRANULATS SEINE NORD ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013/DRIEE/125 du 8 octobre 2013 portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces animales et végétales protégées, dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploitation d'une carrière sur la commune de Saint-Martin-la-Garenne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°SE-2013-000195 du 24 octobre 2013 portant autorisation de défrichement d'un bois sur le territoire communal de Saint-Martin-la-Garenne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mars 2021 de prescriptions complémentaires, société « LAFARGEHOLCIM GRANULATS », lieu-dit « Bois de la Plaine » à Saint-Martin-La-Garenne (78 520) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 avril 2021 portant prescriptions de mesures de mise en sécurité et de mesures d'urgence prises à titre conservatoire à l'encontre de la société « LAFARGE GRANULATS », Lieux-dits « Bois de la Plaine », Bois des Gravelots, « Les Foncières, Derrière la Chapelle », « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-La-Garenne (78 520) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2021 portant prescriptions de mesures complémentaires à l'encontre de la société « LAFARGE GRANULATS », Lieux-dits « Bois de la Plaine », Bois des Gravelots, « Les Foncières, Derrière la Chapelle », « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-La-Garenne (78 520) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2022 portant prescriptions de mesures complémentaires à l'encontre de la société « LAFARGE GRANULATS », Lieux-dits « Bois de la Plaine », Bois des Gravelots, « Les Foncières, Derrière la Chapelle », « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-La-Garenne (78 520) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 avril 2022 portant prescriptions de mesures complémentaires à l'encontre de la société « LAFARGE GRANULATS », Lieux-dits « Bois de la Plaine », Bois des Gravelots, « Les Fonciers, Derrière la Chapelle », « Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-La-Garenne (78 520) ;

Vu l'arrêté 78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la décision n°DRIEAT-IDF-2023-0957 du 8 novembre 2023 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté n°78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n° 78-2025-09-11-00009 du 11 septembre 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

Vu la demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière au lieu-dit « Bois de la Plaine » déposée par la Société LAFARGE GRANULATS le 10 septembre 2023 ;

Vu les observations formulées lors de la participation du public par voie électronique réalisée du 11 au 24 septembre 2024 en application de l'article L. 123-19-2 et du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de La Direction Départementale des Territoires des Yvelines formulé par courriels du 30 octobre 2024, du 19 novembre 2024 et du 10 décembre 2024 ;

Vu l'avis du Service Nature et Paysages de la DRIEAT formulé par courriel du 19 décembre 2024 ;

Vu les réponses apportées par l'exploitant par courriels du 22 novembre 2024 et du 23 juin 2025 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 10 septembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du pétitionnaire le 16 octobre 2025 ;

Vu le courriel de l'exploitant du 29 octobre 2025 ;

Considérant le retard pris dans l'exploitation de la carrière, et en particulier dans son réaménagement, suite aux problématiques rencontrées avec les déchets du Grand Paris contenant de la pyrite ;

Considérant la nécessité de prolonger la durée autorisée d'exploitation de la carrière du Bois de la Plaine, afin notamment de terminer le remblaiement et la remise en état écologique du site ;

Considérant l'absence de modification des impacts qui avaient été identifiés dans la demande d'autorisation d'exploiter initiale, et que la modification sollicitée n'en constitue pas une modification substantielle ;

Considérant l'engagement de l'exploitant à renforcer sa vigilance quant au caractère inerte des déchets externes qu'il accepte afin de procéder au remblaiement de la carrière ;

Considérant la nécessité d'actualiser le montant des garanties financières ;

Considérant que Lafarge n'a fourni aucune demande formalisée et justifiée de modification des dispositions de l'arrêté préfectoral n°SE-2013-000195 du 24 octobre 2013 portant autorisation de défrichement d'un bois sur le territoire communal de Saint-Martin-la-Garenne, hors mise en concordance avec la prolongation de l'arrêté d'autorisation d'exploiter ICPE ;

Considérant que Lafarge n'a fourni aucune demande explicite de prolongation de l'arrêté préfectoral n°2013/DRIEE/125 du 8 octobre 2013, sous la forme d'un dossier circonstancié, et aucun élément justifiant de la nécessité de cette prolongation ;

Considérant les non-conformités à l'arrêté préfectoral n°2013/DRIEE/125 constatées lors de l'inspection du 21/05/2024 qui doivent être soldées ;

Considérant la durée restante avant échéance des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013/DRIEE/125 du 8 octobre 2013 ;

Considérant donc qu'il n'apparaît pas pertinent ni nécessaire, à ce stade, d'accorder une prolongation de la dérogation espèces protégées ;

Considérant que les modifications prévues n'engendrent pas de modification

substantielle des conditions d'exploitation de la carrière, ni d'impact ou de risque supplémentaire pour l'environnement et la santé des populations, mais qu'elles nécessitent une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2013329-0009 du 25 novembre 2013 et de l'arrêté préfectoral n°SE-2013-000195 du 24 octobre 2013 ;

Considérant que l'exploitant a indiqué, par courriel du 29 octobre 2025 susvisé, ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis pour observation éventuelle ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

Arrête :

ARTICLE 1 – RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société LAFARGE GRANULATS (SIREN : 562 110 88) dont le siège social est situé au 2 avenue du Général de Gaulle, 92 148 CLAMART, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers exploitée au lieu-dit « Bois-de-la-Plaine » sur le territoire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne sous réserve du respect des prescriptions des articles suivants.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 – DURÉE DE L'AUTORISATION

Les prescriptions du 5^{ème} alinéa de l'article I.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013329-0009 du 25 novembre 2013 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« La présente autorisation est accordée pour une durée de 16 ans, soit jusqu'au 25 novembre 2029. Cette durée inclut la remise en état sur les deux dernières années de l'autorisation préfectorale. »

ARTICLE 3 – CONFORMITÉ AUX DOSSIERS

Les prescriptions du premier alinéa de l'article II-I de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013329-0009 du 25 novembre 2013 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande du 5 avril 2012 présenté par LAFARGE GRANULATS SEINE NORD complété par le dossier de porter-à-connaissance du 13 septembre 2023, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état conformément à l'étude d'impact et aux schémas d'exploitation et de remise en état annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande du 5 avril 2012 et dans le dossier de porter-à-connaissance du 13 septembre 2023, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions des arrêtés applicables. »

ARTICLE 4 – PHASAGE DE L'EXPLOITATION

Les dispositions de l'article III-10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013329-0009 du 25 novembre 2013 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitation est réalisée en 5 phases conformément au plan de phasage annexé au présent arrêté. Le réaménagement se fait de manière coordonnée à l'extraction. La phase n+3 ne pourra commencer à être décapée et extraite tant que la phase n n'est pas remise en état. »

Les plans des phases 3 à 5 de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013329-0009 du 25 novembre 2013 sont remplacées par les plans figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 5 – TRANSPORT DES MATÉRIAUX

En complément des dispositions de l'article IV-8 de l'arrêté préfectoral n°2013329-0009 du 25 novembre 2013, les matériaux de remblais apportés par voie fluviale et par voie routière sont apportés conformément au plan présenté en annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 6 – MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions de l'article V-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'autorisation n°2013329-0009 du 25 novembre 2013 sont abrogées.

L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 25 novembre 2029, conformément aux plans présentés en annexe 1 du présent arrêté. L'ensemble fait l'objet d'une remise en état coordonnée.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière jusqu'au terme de l'autorisation est de 1 179 273 €.

CR (en €) : montant de référence des garanties financières pour la période considérée ;

$$CR = (S1 \ C1 + S2 \ C2 + S3 \ C3)$$

$$\alpha = \frac{Index}{Index0} \times \frac{1+TVAR}{1+TVA0} = 1,3857$$

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remise en état.

S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état.

Coûts unitaires (TTC) : C1 : 15 555 € / ha ;
 C2 : 22 220 € / ha ;
 C3 : 17 775 € / ha ;

ARTICLE 7 – REBOISEMENT

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°SE-2013-000195 est modifié comme suit :

« L'ensemble des parcelles exploitées devra avoir été reboisé et entretenu selon l'échéancier suivant au plus tard au 25/11/2029, conformément à l'annexe 3 « Phasage du reboisement » :

Année d'exploitation	Surface à reboiser
2025	20 000 m ²
2026	60 000 m ²
2027	80 000 m ²
2028	90 000 m ²
2029	90 000 m ²

ARTICLE 8 – SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement et l'article R. 514-4 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 – INFORMATION DES TIERS

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Martin-la-Garenne où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Saint-Martin-la-Garenne dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 10 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen accessible sur le site internet <https://www.telerecours.fr/> :

- 1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,
- 2°) par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa réception, d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Le silence gardé par l'administration compétente pendant plus de deux mois sur un de ces recours administratifs vaut décision de rejet.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés ou lorsqu'est née une décision implicite de rejet.

ARTICLE 11 – OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 12 – EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société LAFARGE GRANULATS.

Copie en sera adressée :

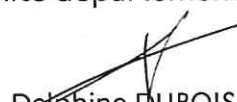
- au Secrétaire Général de la Préfecture,
- au Sous-Préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de Saint-Martin-la-Garenne,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

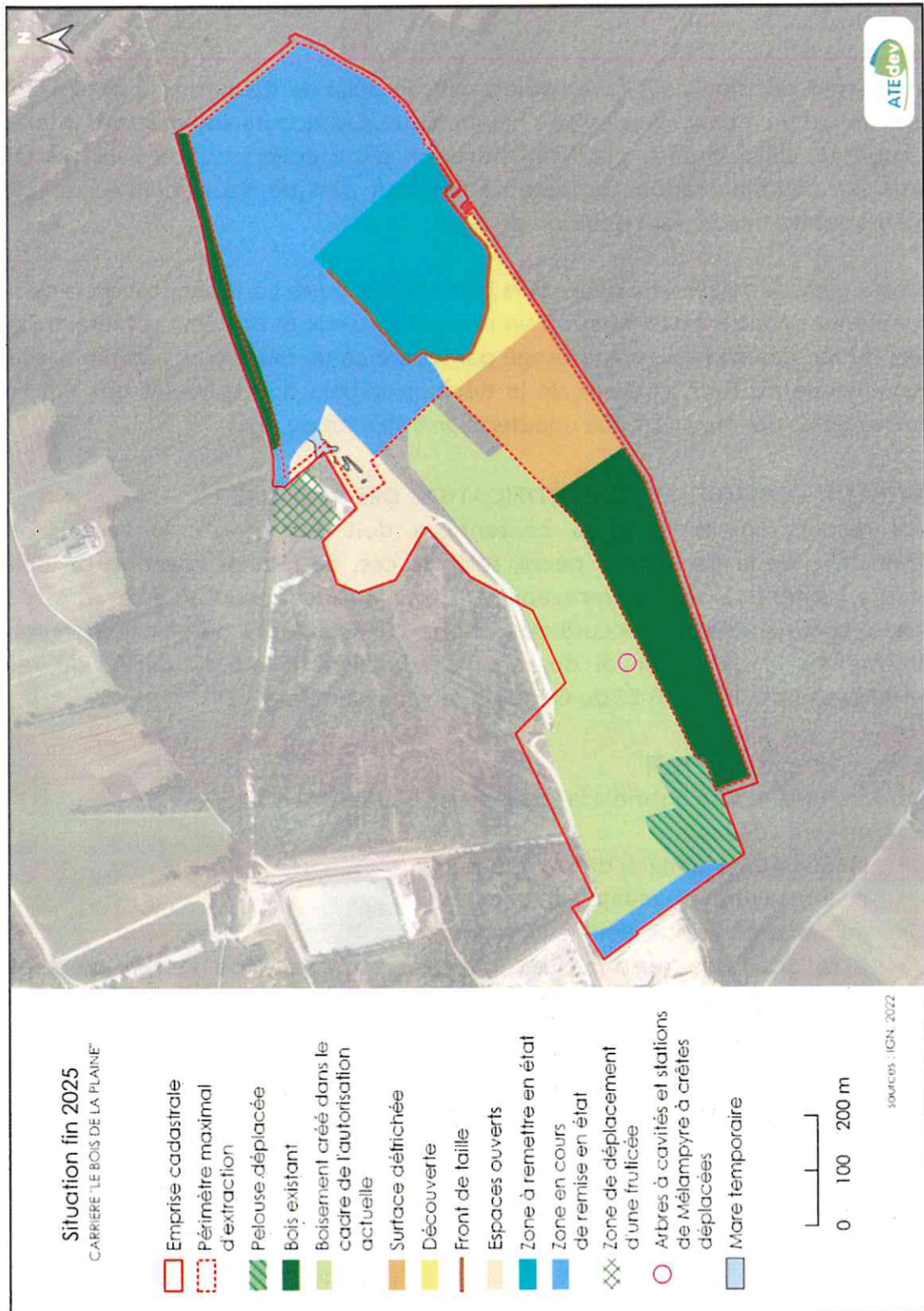
Fait à Versailles, le 05 novembre 2025

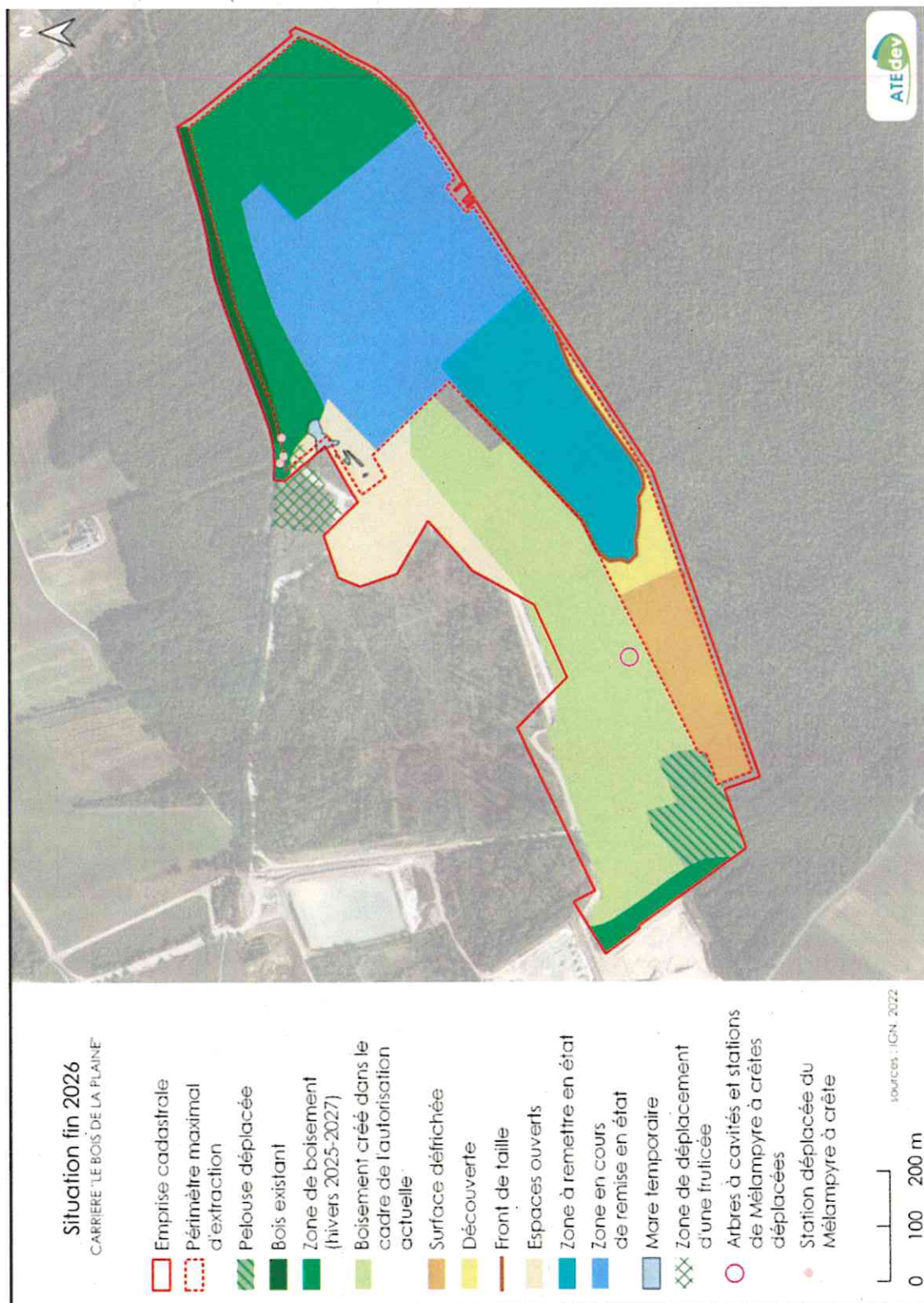
Pour Le Préfet et par délégation,
la Directrice

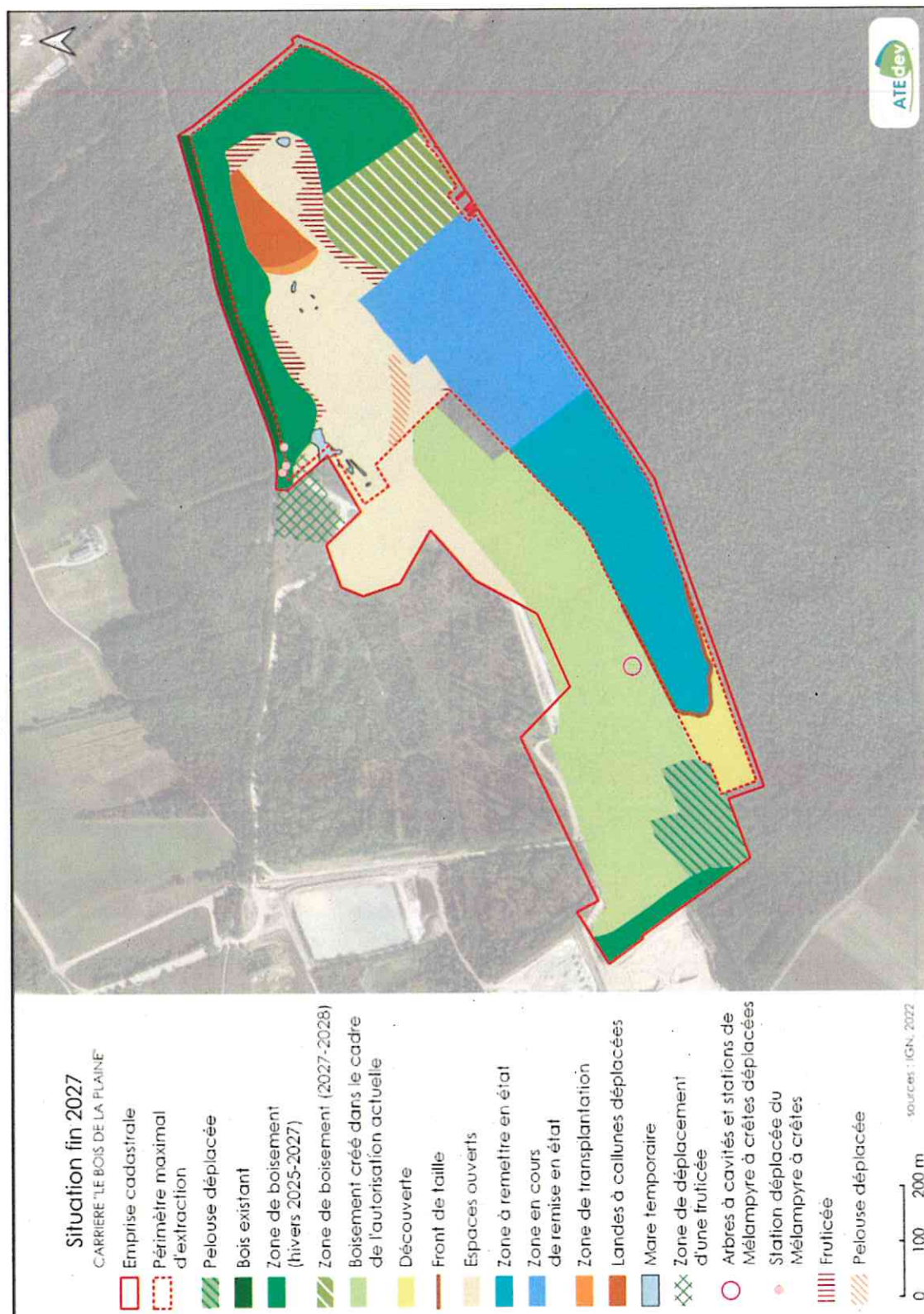
Pour la directrice et par subdélégation,
la cheffe de l'unité départementale des Yvelines

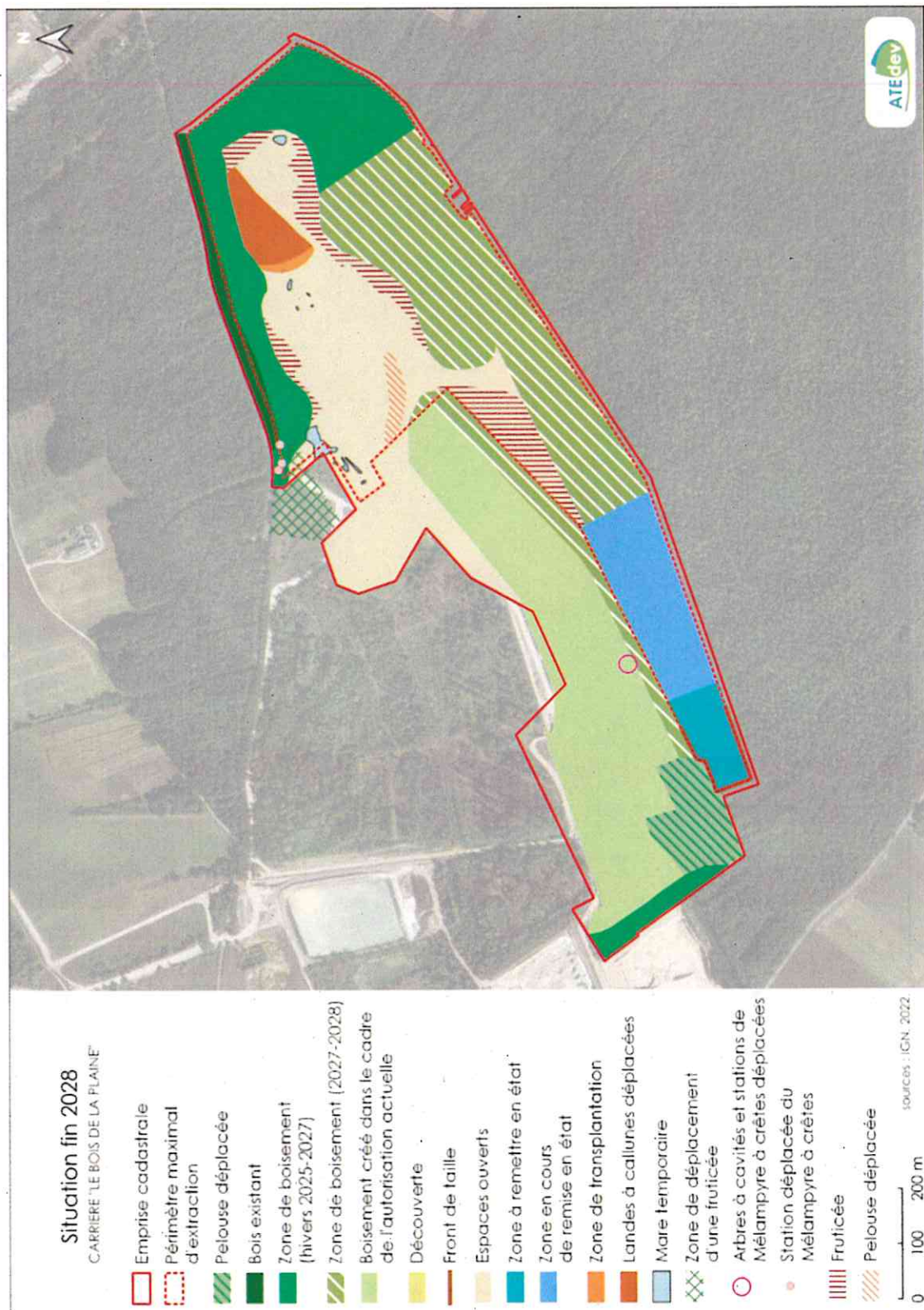

Delphine DUBOIS

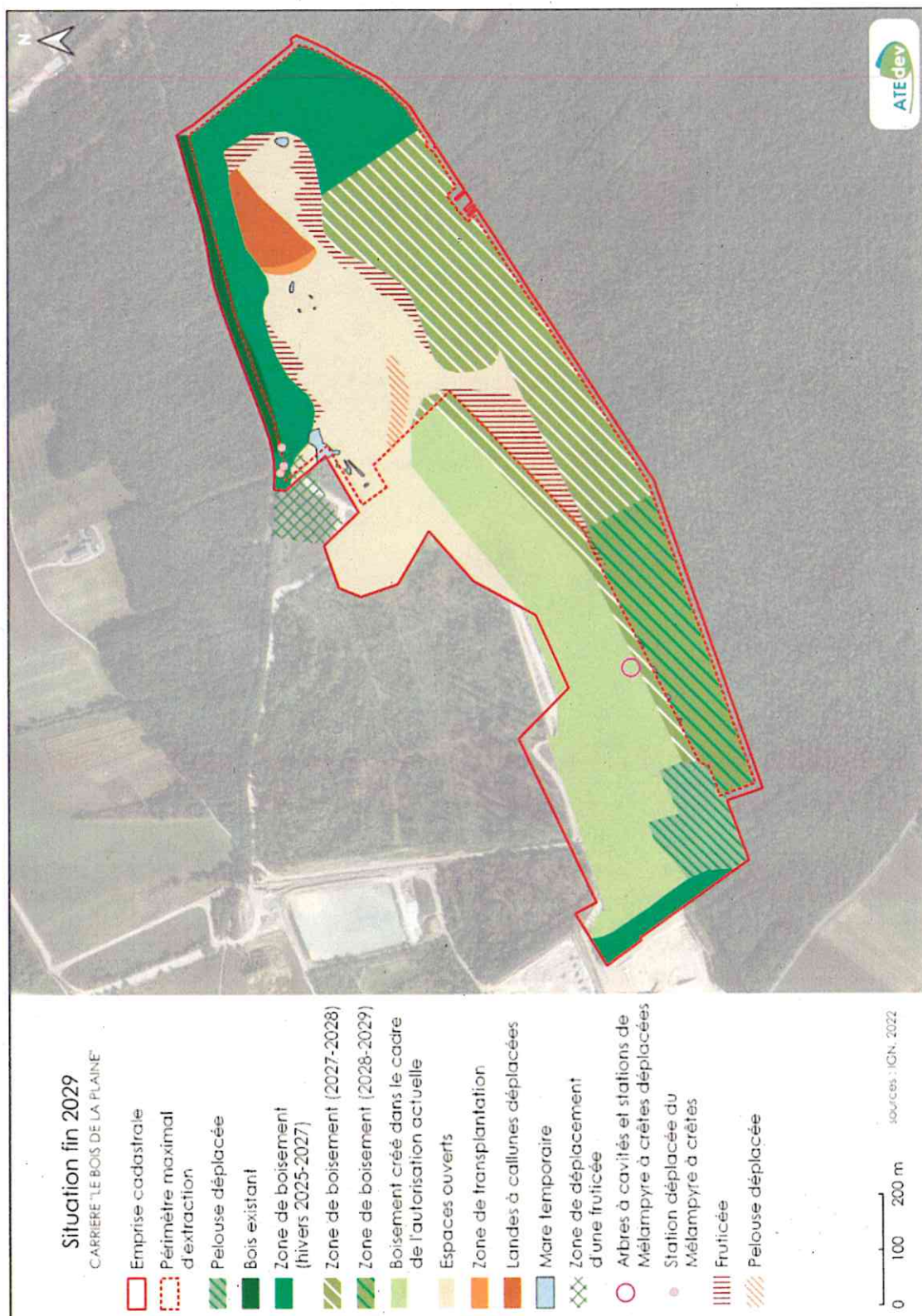
Annexe 1 : Plans de phasage au 1/5000ème



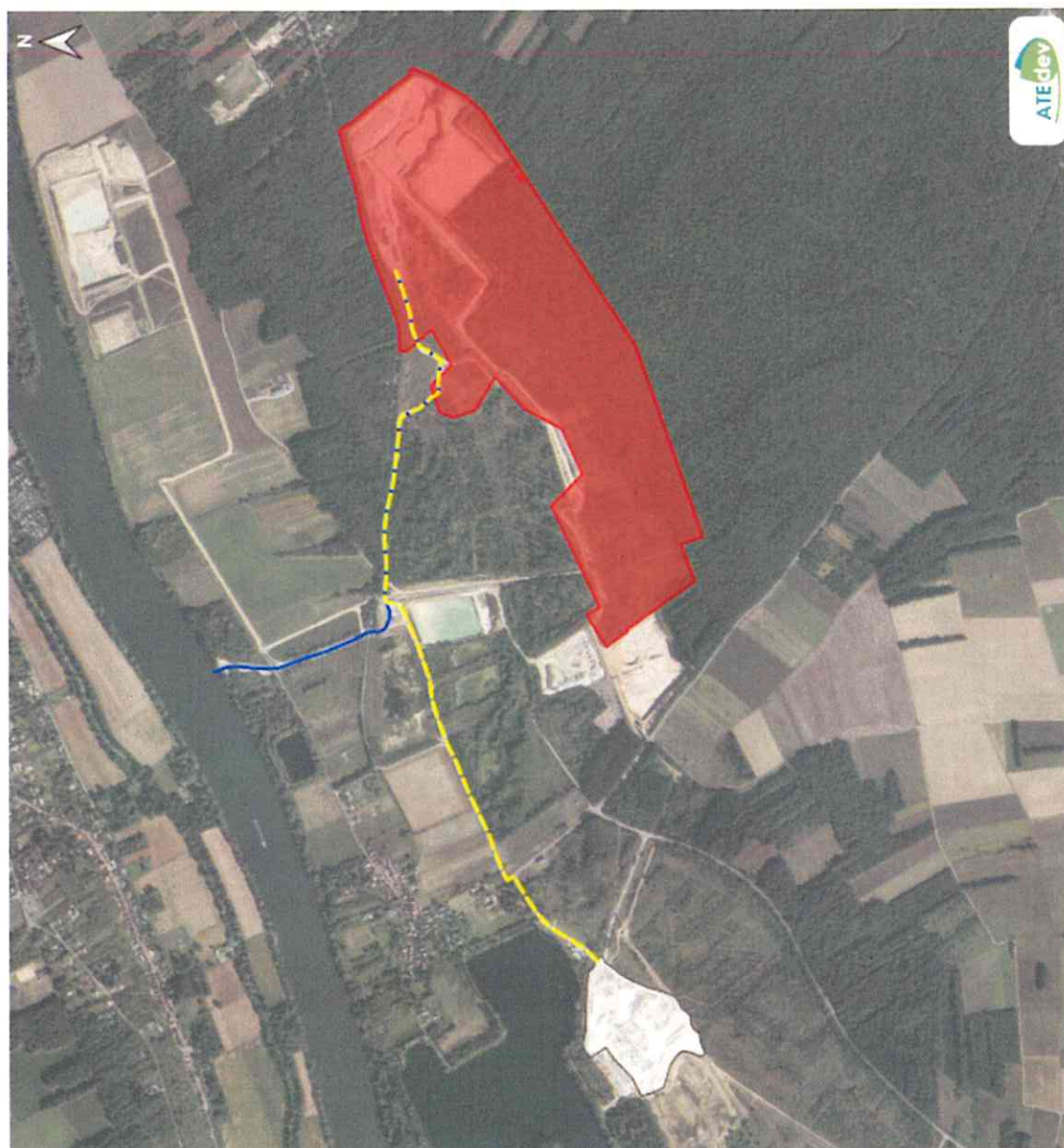








Annexe 2: Plan de circulation des matériaux



Trajet d'acheminement
des matériaux extérieurs
inertes

CARRIÈRE "LE BOIS DE LA PLAINE"

- Emprise de la carrière
- Installation de traitement
- Trajet d'acheminement
des matériaux de remblais
apportés par voie fluviale
- - - Trajet d'acheminement
des matériaux de remblais
apportés par voie routière

0 250 500 m

sources : IGN, 2022

